



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2003/18
4 février 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-neuvième session
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**RACISME, DISCRIMINATION RACIALE, XÉNOPHOBIE
ET TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION**

**Application des résultats et suivi méthodique de la Conférence mondiale
contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie
et l'intolérance qui y est associée**

**Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
présenté conformément à la résolution 56/266 de l'Assemblée générale***

Résumé analytique

Conformément à la résolution 56/266 de l'Assemblée générale, en date du 27 mars 2002, le présent rapport contient des informations sur les activités menées par les États, les organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme, les procédures spéciales et autres mécanismes de la Commission des droits de l'homme, les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées, les organisations internationales et régionales, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales, afin d'appliquer les dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Ce rapport complète le rapport sur l'application des résultats et le suivi méthodique de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui a été présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session au titre du point 107 de l'ordre du jour (A/57/443) et auquel il convient de se reporter.

* La présentation du rapport a été retardée afin de collecter le plus grand nombre d'informations possible.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I INTRODUCTION	1 – 4	3
II. ACTIVITÉS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI MENÉES PAR LES ÉTATS	5 – 30	3
III. ACTIVITÉS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI ENTREPRISES PAR DES ORGANES CRÉÉS EN VERTU DES TRAITÉS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME, DES ORGANES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉS DES NATIONS UNIES S'OCCUPANT DES DROITS DE L'HOMME, DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES, DES INSTITUTIONS NATIONALES DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME, DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET DES GROUPES DE JEUNES	31 – 34	8

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 56/266, l'Assemblée générale a prié le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de rendre compte, chaque année à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme, de l'application des résultats et du suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.
2. Conformément à cette résolution, les rapports prennent également en compte les renseignements et les vues communiquées par les États, les organes compétents créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, les procédures spéciales et autres mécanismes de la Commission des droits de l'homme, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les organisations internationales, régionales et non gouvernementales.
3. En 2002, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté à l'Assemblée générale un rapport détaillé sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (A/57/443), établi à partir des données reçues en réponse à ses demandes de renseignements de novembre 2001 et de mai 2002.
4. Les réponses reçues après que ce rapport a été présenté à l'Assemblée générale sont récapitulées dans le présent rapport.

II. ACTIVITÉS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI MENÉES PAR LES ÉTATS

5. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale (A/57/443), le Haut-Commissaire récapitule les activités de suivi de la Conférence qui ont été entreprises par les Gouvernements albanais, allemand, argentin, chypriote, colombien, croate, cubain, liechtensteinois, marocain, mexicain, néerlandais, norvégien, roumain, russe, suisse et tchèque. D'autres informations, reçues par la suite, figurent ci-après.
6. Dans une note verbale datée du 17 octobre 2002, le Gouvernement argentin a indiqué que les travaux relatifs à l'établissement d'un plan d'action national contre la discrimination, recommandé par le Programme d'action de Durban, avançaient. L'année dernière, le Ministère de la justice et des droits de l'homme, en coopération avec le Coordonnateur résident des Nations Unies en Argentine, a organisé des réunions et entretenu des liens de coopération suivis concernant des propositions relatives à l'élaboration d'un plan national de lutte contre la discrimination raciale. Des représentants du Gouvernement et des commissions parlementaires concernées, des universitaires et des représentants d'organisations non gouvernementales ont assisté à ces réunions. La «Mesa del Dialogo Argentino», organisée par le Gouvernement argentin, avec l'aide de la Conférence épiscopale d'Argentine et le soutien technique, méthodologique et logistique du Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Argentine, a été l'occasion pour les représentants des secteurs politique, social et économique du pays de faire connaître leurs principales conclusions sur ce qui leur semblait nécessaire d'inclure dans le plan d'action argentin.
7. L'Argentine a constitué un groupe de travail, dont font partie, entre autres, des représentants de la Vice-Présidence du Conseil interministériel, du Secrétariat des droits de l'homme du Ministère de la justice et des droits de l'homme, de l'Institut national contre la

discrimination et du Coordonnateur résident des Nations Unies en Argentine, pour définir les grands axes de l'élaboration du plan national. En coopération avec le Gouvernement, le Bureau du PNUD a contribué activement à l'élaboration de ce plan civil, établi compte tenu des points fondamentaux adoptés à Durban et avec la participation transparente et élargie du secteur civil.

8. Le 29 octobre 2002, le Gouvernement belge a fait parvenir au Haut-Commissariat aux droits de l'homme une publication intitulée *Contre le racisme, j'agis*, établie sur l'initiative du Ministre des affaires étrangères. Cette publication, qui vise à informer le grand public sur la Conférence mondiale, a été spécifiquement conçue pour être distribuée aux élèves des établissements d'enseignement secondaire.

9. Dans une note verbale datée du 4 décembre 2002, le Gouvernement cubain a indiqué qu'à Cuba la discrimination était interdite sous toutes ses formes. Tous les organes et mécanismes gouvernementaux, ministères et fonctionnaires inclus, sont tenus par la Constitution et la loi de respecter et de garantir l'égalité des droits pour tous les citoyens. En outre, la loi sanctionne les actes discriminatoires. Elle interdit et sanctionne par exemple la diffusion d'idées de supériorité raciale ainsi que les activités de propagande et les organisations qui incitent à la discrimination raciale et à la violence.

10. Cuba a également indiqué que son système éducatif visait à inculquer aux élèves des principes fondés sur le respect des valeurs et droits humains, l'égalité, la justice et la solidarité. Le Gouvernement a déclaré que la «culture nationale» était importante et qu'il soutenait la plupart de ses institutions publiques, bibliothèques, théâtres, musées et salles d'exposition pour qu'ils en fassent connaître la richesse et la rendent accessible. Il a également déclaré que des programmes d'action positive avaient été établis dans des secteurs où des groupes ont toujours été en butte à la marginalisation et à la discrimination. Le Gouvernement cubain a indiqué qu'un recensement de population, qui devait avoir lieu en 2002, tiendrait compte des indicateurs statistiques actuels pour donner une meilleure compréhension de la situation et de la composition de la société cubaine.

11. Dans une note verbale datée du 26 juillet 2002, la République tchèque a indiqué qu'elle envisageait de lutter contre les manifestations de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée par des moyens divers et qu'elle avait notamment adopté plusieurs mesures conceptuelles pour combattre ces phénomènes, allant de campagnes d'information et autres actions préventives à des mesures dissuasives. Le Gouvernement a par exemple organisé une campagne d'information antiracisme multiforme, par voie d'affiches, de brochures et de messages télévisés. En février 2002 également, le Gouvernement a approuvé des éléments à inclure dans un projet de rapport sur les mesures qui pourraient être prises pour éliminer la discrimination. Un groupe de travail met au point un projet de loi sur la protection contre la discrimination, qui doit être présenté au Gouvernement d'ici le 31 décembre 2002.

12. En 2001, le Gouvernement a approuvé des mesures visant à renforcer l'efficacité de la lutte contre le racisme et la xénophobie, dont certaines portant spécifiquement sur la répression des crimes à motivation extrémiste et d'autres encore axées sur la lutte contre les activités criminelles à caractère extrémiste, notamment la création d'un comité interministériel permanent pour lutter contre l'extrémisme, le racisme et la xénophobie, le renforcement de la coordination au sein des forces de police tchèques, des activités éducatives, des actions sociales préventives et des médiations ainsi que des activités de probation dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme.

13. Dans une note verbale datée du 23 janvier 2003, le Gouvernement danois a indiqué que, dans le prolongement de son document directif du 5 mars 2002 intitulé «Vers une nouvelle politique d'intégration», il avait décidé d'établir un plan d'action national pour promouvoir la diversité, la tolérance et l'égalité de traitement et lutter contre la discrimination, pour donner suite aux recommandations contenues dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban. Le plan d'action donnera un aperçu général de la situation actuelle au Danemark, de la législation en vigueur ainsi que des mesures autres que législatives appliquées dans le domaine de l'égalité de traitement. Il contiendra également des recommandations sur les mesures à prendre à cet égard. Le Danemark a pris des dispositions pour faire participer des ONG et des organismes de défense des droits de l'homme à l'élaboration de ce plan d'action.

14. À la Troisième Commission de l'Assemblée générale, le 23 octobre 2002, le Gouvernement de la République islamique d'Iran a indiqué qu'il avait établi son seizième rapport périodique pour le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) et qu'y étaient décrites les mesures qu'il avait prises pour appliquer la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Durban.

15. Dans une note verbale datée du 3 décembre 2002, le Gouvernement jamaïcain a déclaré que le Ministère jamaïcain des affaires étrangères et du commerce extérieur était à la fois l'organe coordonnateur des informations sur les résultats de la Conférence mondiale et le point de contact entre le Gouvernement et la société civile pour ce qui était de la poursuite des activités au niveau national. Après la Conférence mondiale, le Ministère a organisé des réunions pour informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales des résultats de la Conférence, pour encourager l'adoption de stratégies et de programmes appropriés et renforcer ceux qui existent déjà, conformément aux dispositions du Programme d'action de Durban. Le Ministère a notamment communiqué la Déclaration et le Programme d'action de Durban aux organismes publics en appelant leur attention sur les dispositions spécifiques relevant de leur domaine de compétence. Ces organismes informent régulièrement le Ministère des activités entreprises pour appliquer les dispositions du Programme d'action.

16. Le Gouvernement a indiqué qu'il avait également pris des mesures en application d'accords juridiques internationaux, tels que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ainsi que les trois protocoles s'y rapportant. En ce qui concerne l'éducation, le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de la culture a pris des mesures spécifiques dans son Livre blanc sur l'éducation, visant à garantir l'égalité des chances en matière d'éducation pour tous les étudiants en améliorant l'accès à l'éducation, sa qualité et son efficacité, par le biais de programmes rationalisés. Le Ministère s'est attaché aussi à intégrer les principes des droits de l'homme dans les programmes scolaires aux niveaux primaire et secondaire.

17. Un projet de politique culturelle pour la Jamaïque, actuellement en passe d'être adopté, vise à promouvoir l'intégrité et la dignité des Jamaïcains, en leur donnant la possibilité de s'exprimer culturellement, notamment en racontant leur histoire et en mettant leur image en valeur. Un grand nombre de groupes de la société civile, y compris des organisations non gouvernementales et des institutions universitaires, participent à l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban à la Jamaïque.

18. À la Troisième Commission de l'Assemblée générale, le 23 octobre 2002, le Gouvernement liechtensteinois a indiqué que les textes de la Conférence mondiale constituaient l'essentiel de la base sur laquelle serait élaboré un plan d'action national liechtensteinois. Ce plan était en cours d'élaboration et visait à prévenir et à éliminer le racisme et la xénophobie dans le pays. La disposition du Programme d'action de Durban relative à l'intégration d'une perspective droits de l'homme dans la formation des fonctionnaires de la police avait déjà été appliquée au niveau national.

19. Dans une note verbale datée du 12 novembre 2002, le Gouvernement mexicain a indiqué que la réforme de la Constitution nationale d'août 2001 constituait un élément majeur du processus national de transformation politique dans lequel une place prioritaire était accordée à la prévention et à l'élimination de la discrimination. La Constitution interdit toute discrimination fondée sur un certain nombre de motifs, notamment l'origine nationale ou ethnique et le sexe. Au début de 2002, le Mexique a fait la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, reconnaissant la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour recevoir des plaintes émanant de particuliers.

20. À la Troisième Commission de l'Assemblée générale, le 23 octobre 2002, le Mexique a indiqué qu'il avait pris un certain nombre de mesures, telles que l'adoption d'une législation qui protégerait les groupes vulnérables. En 2001, la Commission des citoyens pour la lutte contre la discrimination raciale a organisé une réunion pour examiner des cas graves de discrimination ayant fait l'objet de plaintes. Les travaux de cette commission ont abouti à l'élaboration d'un projet de loi sur la discrimination. Le Mexique a également commencé à mettre au point un projet de convention ayant pour objet de garantir une protection particulière aux personnes handicapées contre diverses formes de discrimination. Ces efforts visent à compléter les travaux entrepris au niveau international sur cette question importante.

21. Dans une note verbale datée du 12 décembre 2002, le Gouvernement marocain a mentionné, parmi les activités de suivi de la Conférence mondiale, la signature d'un accord entre le Ministre des droits de l'homme et l'Organisation internationale des migrations pour la création d'un centre pour les droits des migrants. Ce centre aura pour objectif: a) de rassembler des données concernant les droits de tous les migrants, sans différenciation fondée sur le sexe, l'origine sociale ou ethnique ou toute autre situation, et de promouvoir le respect de ces droits; b) de développer la capacité institutionnelle nationale (sur le plan technique et en matière d'information) pour renforcer le respect des droits de l'homme de tous les migrants ainsi que la défense de ces droits; c) de soutenir le développement des compétences dans le domaine de la défense des droits de l'homme des migrants; d) de mettre au point une méthode fondée sur le respect des droits de l'homme pour promouvoir et protéger les droits des migrants; e) d'accorder une aide juridique aux migrants dont les droits ont été violés; f) de favoriser la création de mécanismes de dialogue, d'échange et de coopération et l'établissement de partenariats multilatéraux avec des organismes semblables dans les pays d'origine, de transit et de destination, afin que soient davantage respectées les vulnérabilités particulières des migrants quant à leurs droits.

22. Le 26 novembre 2002, le Gouvernement norvégien a fait parvenir son plan d'action national de lutte contre le racisme et la discrimination pour la période 2002-2006 au Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

23. Dans une note verbale datée du 13 novembre 2002, le Gouvernement roumain a indiqué qu'il avait récemment créé un Conseil national de lutte contre la discrimination et que le Président de ce nouvel organe souhaiterait rencontrer des fonctionnaires du Groupe de la lutte contre la discrimination du Haut-Commissariat, s'entretenir avec eux des politiques et de la programmation en matière de lutte contre la discrimination et de promotion de l'égalité.
24. Dans une note verbale datée du 5 août 2002, le Gouvernement espagnol a indiqué qu'il avait lancé en 2002 une campagne en faveur de la compréhension interculturelle et contre le racisme et la xénophobie, avec pour slogan «*Vive y Convive*». La publication et la distribution par l'Institut IMSERSO, un département du Ministère du travail chargé tout particulièrement des questions de promotion et d'intégration sociale des migrants, de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ainsi que des documents finals de la Conférence régionale européenne ayant précédé la Conférence mondiale, ont été un élément important de cette campagne. Ces documents sont également disponibles sur le site Web de l'Institut IMSERSO (www.imswersomigracion.upco.es).
25. Dans le domaine des migrations, la «Delegación del Gobierno para la Extranjería y la Inmigración», un organisme espagnol, a été chargée de coordonner les efforts d'un certain nombre d'acteurs travaillant dans le domaine de la lutte contre la discrimination, tels que l'Observatoire permanent de l'immigration qui est chargé de la collecte des données et le Forum pour l'intégration des migrants. Conformément aux recommandations du Programme d'action de Durban, des organisations non gouvernementales ont été étroitement associées aux actions entreprises par les autorités espagnoles pour lutter contre la discrimination à l'égard des migrants.
26. Dans une note verbale datée du 14 novembre 2002, le Gouvernement thaïlandais a indiqué que, dans le cadre des activités consécutives à la Conférence mondiale, le Ministère des affaires étrangères avait organisé un séminaire informel en août 2002 sur le racisme et la discrimination raciale dans le but d'assurer l'application collective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Ce séminaire a été bien accueilli par les organismes publics, les ONG, les médias et le grand public et, pour la première fois dans l'histoire, des membres des peuples des hauts plateaux y ont participé. Le Gouvernement a également indiqué qu'à des fins de sensibilisation, il avait publié la Déclaration et le Programme d'action de Durban en anglais et une version résumée de ces documents en thaï pour diffusion auprès du public.
27. En outre, un comité national, dirigé par le Ministre des affaires étrangères et composé de représentants d'organismes publics clefs, qui avait été créé par le Gouvernement pour préparer la Conférence mondiale, étudiait actuellement la possibilité de l'accession de la Thaïlande à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La Thaïlande deviendra partie à la Convention bien avant 2005, date à laquelle il est demandé dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban que la Convention soit universellement ratifiée.
28. Dans une note verbale datée du 18 décembre 2002, le Royaume-Uni a indiqué que le Ministère de l'intérieur assurerait le suivi national de la Conférence mondiale. La Commission pour l'égalité raciale du Ministère de l'intérieur a élaboré les grandes lignes d'un plan d'action national, en consultation avec d'autres services gouvernementaux et services investis de

compétences déléguées. Un grand nombre d'ONG ont été invitées à constituer un comité directeur pour participer à ce travail.

29. Le Comité directeur a organisé une conférence d'organisations non gouvernementales à Manchester (Angleterre), le 20 novembre 2002, avec le soutien du Ministère de l'intérieur, pour examiner les résultats de la Conférence de Durban et des propositions relatives à l'établissement d'un plan d'action national. Cette conférence a fait suite à une série de séminaires consultatifs de moindre importance organisés dans l'ensemble du Royaume-Uni, sur des thèmes spécifiques, en septembre et en octobre 2002. La Conférence nationale s'est déroulée sous forme d'ateliers qui ont examiné des thèmes considérés par le Comité directeur comme étant des thèmes clefs pour un plan d'action national. Les thèmes identifiés pour le plan d'action national ont été les suivants: législation, engagements internationaux, communautés religieuses, emploi, éducation, santé, logement, justice pénale, immigration et asile, participation à la vie publique, information et rappel du passé.

30. Le Comité directeur des ONG établira un rapport sur la Conférence de Manchester et ses ateliers, qu'il prévoit de présenter au Ministère de l'intérieur en janvier 2003. Le Ministère de l'intérieur s'entretiendra de la Conférence avec le Comité directeur, d'autres services gouvernementaux et des administrations investies de compétences déléguées avant de décider des éléments qui devront être intégrés dans le projet de plan d'action national. Le Gouvernement compte que l'approbation ministérielle du plan d'action final sera donnée d'ici le printemps 2003.

III. ACTIVITÉS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI ENTREPRISES PAR DES ORGANES CRÉÉS EN VERTU DES TRAITÉS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME, DES ORGANES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DES NATIONS UNIES S'OCCUPANT DES DROITS DE L'HOMME, DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES, DES INSTITUTIONS NATIONALES DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME, DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET DES GROUPES DE JEUNES

31. Dans un rapport présenté à l'Assemblée générale (A/57/443), le Haut-Commissariat aux droits de l'homme résume les efforts que déploient les organes conventionnels et un certain nombre de rapporteurs spéciaux pour appliquer la Déclaration et le Programme d'action de Durban. L'attention est appelée également sur les deux rapports présentés par le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-neuvième session, qui contiennent des informations sur les activités entreprises par celui-ci pour donner suite aux recommandations de la Conférence mondiale (E/CN.4/2003/23 et E/CN.4/2003/24).

32. De nombreux organes et institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que d'autres organisations internationales et régionales¹ ont fait part au Haut-Commissariat de leurs activités de suivi, que celui-ci a décrites dans son rapport à l'Assemblée générale. Après la présentation dudit rapport, le Haut-Commissariat a reçu des informations du Programme alimentaire mondial insistant sur son souci d'éviter toute discrimination, que celle-ci soit fondée sur l'origine ethnique, le sexe, la nationalité, les opinions politiques, la race ou la religion, dans ses activités de distribution d'aide alimentaire. En plus de sa contribution antérieure prise en compte dans le

rapport à l'Assemblée générale, la Commission européenne a indiqué que son rapport annuel sur les droits de l'homme pour 2002 contenait un aperçu général des activités de lutte contre le racisme menées au sein de l'Union européenne (<http://ue.eu.int/pesc/humanrights/en/HR2002EN.pdf>).

33. Le même rapport à l'Assemblée générale met en lumière l'active participation d'institutions nationales de défense des droits de l'homme au suivi de la Conférence mondiale. On trouvera des informations sur les activités de ces institutions dans le domaine de la lutte contre le racisme et la discrimination sur leur site Web (www.nhri.net), établi par le Haut-Commissariat et le Centre danois pour les droits de l'homme. L'attention est appelée également sur le rapport du Secrétaire général sur les institutions nationales, présenté à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-neuvième session (E/CN.4/2003/110).

34. Dans son rapport à l'Assemblée générale (A/57/443), le Haut-Commissariat récapitule également les activités de suivi de la Conférence mondiale qui ont été entreprises par des organisations non gouvernementales² et des groupes de jeunes³. Après la présentation de ce rapport, le Comité des ONG contre le racisme et la discrimination raciale de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social a indiqué qu'il s'était attaché depuis la Conférence mondiale à mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Durban en organisant des séances d'information à l'intention du public et des réunions sur le racisme et les tendances racistes, par exemple, au cours de la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, de la cinquante-quatrième session de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et d'autres réunions et conférences.

Notes

¹ Namely, the United Nations Development Group, the United Nations Development Programme, the United Nations Children's Fund, the United Nations Population Fund, the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the International Labour Organization, the World Health Organization, the Joint United Nations Programme on HIV/AIDS, the United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat), the International Monetary Fund, the Economic and Social Commission for Western Asia, the Economic Commission for Europe, the League of Arab States, the Organization of the Islamic Conference, the Organization of American States, the Council of Europe, the European Commission, the European Union Monitoring Centre on Racism and Xenophobia, the secretariat of the European Commission against Racism and Intolerance, the Organization for Security and Cooperation in Europe and the Inter-Parliamentary Union.

² Namely, the African Society of International and Comparative Law, the American Jewish Committee, Amnesty International, the Asia-Pacific Forum on Women, Law and Development, the Association for Democratic Initiatives, the Bulgarian Gender Research Foundation, the Canadian Council of Churches, the Canadian Race Relations Foundation, the Centre for Human Evolution Studies, the Centre for the Development of Democracy and Human Rights, on behalf of the Russian Network against Racism, the Centre for Women's Global Leadership, the Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Relationship with the

United Nations, the Congress against Racism, Durban 2001 Japan, the English International Association of Lund, the European Network against Racism, the Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Forum Menschenrechte, Human Rights for Africa, Human Rights Internet, Human Rights Watch, the Ichirouganaim Council for the Advancement of Rastafari, Interfaith International, the International Alliance against Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance, the International Confederation of Free Trade Unions, the International Criminal Justice Coalition, the International Institute for Non-Aligned Studies, the International Movement against All Forms of Discrimination and Racism, International Women's Rights Action Watch Asia Pacific, Ius Primi Viri International Association, Migrants Rights International, the NGO Committee against Racism, OIDEI, Penal Reform International, the Roy Wilkins Institute for Social Justice at the University of Minnesota, United States of America, the Runnymede Trust Forum against Racism, Soka Gakkai International, the South African NGO Coalition, Susila Dharma International, United for Inter-Cultural Action in Eastern and Central Europe, the World Federation of Democratic Youth.

³ Regional-level activities in Africa, the Asia Pacific, the Americas and Europe, as well as national-level activities, were undertaken by American Friends Service Committee youth section, the Cameroon Youth and Students Forum for Peace, the Cordillera Peoples Alliance Youth Center (the Philippines), Global Kids, the Afro-Peruvian youth organization LUNDU, the International Women's Human Rights Organizations MADRE, the youth chapter of Mundo Afro (Uruguay), the National Association of Indigenous Youth (Argentina), Nicaraguan youth representatives, the youth network active in Peru, and the Zimbabwe Youth Agenda. The youth division of the Bulgarian Gender and Research Foundation, the European Commission, Minorities of Europe, the International Caucasus Foundation on Minority Issues, UNITED, the 40th Graduate Study Programme of the United Nations, the United Nations Association of Canada, and the World Civil Society Youth Forum conducted youth and racism-related events.
